

Plateforme des ONG françaises pour la Palestine ⁽¹⁾
Elections régionales – Mar 2010
« Palestine, les régions s'engagent pour le droit ».
Questionnaire aux candidats

1. L'enfermement et la fragmentation des Territoires palestiniens

En tant qu'élus régionaux, vous pourrez vous prononcer sur la politique internationale de votre région. Voici 5 ans que la Cour internationale de justice de la Haye a déclaré illégal le Mur construit en Cisjordanie, dernier outil en date du régime de contrôle israélien, au bénéfice des colonies. Pour les Palestiniens, 38% de leur territoire, notamment Jérusalem-Est, est inaccessible. Peu à peu, les Territoires palestiniens suffoquent. C'est déjà le cas dans la bande de Gaza, symbole exacerbé d'une punition collective et victime durant l'hiver 2008/2009 de l'opération israélienne la plus meurtrière depuis 1967⁽²⁾. Ce territoire est déjà depuis plusieurs années l'objet d'un blocus qui le conduit à la limite de l'asphyxie.

QUESTION : Mobiliserez-vous votre Conseil régional pour appeler à la fin du blocus de la bande de Gaza et au démantèlement des colonies ? Envisagerez-vous une mission d'élus dans les Territoires palestiniens ?

2. L'importance de la coopération décentralisée avec les territoires palestiniens occupés

De nombreuses collectivités locales françaises s'investissent dans des projets de coopération décentralisée avec des collectivités palestiniennes dans le domaine de la santé, de l'agriculture, de l'éducation ou de l'environnement, notamment dans le cadre du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine. En tant qu'élus régionaux, vous aurez à vous prononcer sur la politique de coopération internationale de votre région vis-à-vis des Territoires palestiniens.

QUESTION : Engagerez-vous des projets de coopération avec une collectivité palestinienne ?

3. La coopération avec l'occupation israélienne

De nombreux produits agricoles sur le marché européen proviennent des colonies israéliennes présentes en Cisjordanie. La compagnie Agrexco fait par exemple partie des entreprises israéliennes qui exportent ces produits. Celle-ci s'installera prochainement dans le port de Sète avec le soutien du Conseil régional du Languedoc-Roussillon.

QUESTION : Empêcherez-vous votre région ou des entreprises de votre région de collaborer avec une entreprise israélienne implantée illégalement dans les territoires palestiniens occupés ?

Des entreprises françaises sont impliquées dans des activités liées à la colonisation israélienne, dont deux entreprises françaises Alstom et Veolia qui ont conclu un contrat prévoyant la construction et l'exploitation d'une ligne de tramway entre Jérusalem-Ouest et deux colonies de Jérusalem-Est. La banque franco-belge Dexia, spécialisée dans le financement de collectivités locales, finançait, via sa filiale israélienne, le développement de colonies dans les territoires occupés palestiniens. Ces entreprises ont parfois des contrats avec des collectivités territoriales françaises.

QUESTION : Envisagerez-vous de ne pas recourir à ce genre d'entreprises, de rompre ou de ne pas renouveler leur contrat le cas échéant ?

Membres : [AITEC](#), [Association France Palestine Solidarité](#), [Association des villes françaises jumelées avec des camps de réfugiés palestiniens](#), [CBSP](#), [CCFD](#), [Cedetim](#), [CEMEA](#), [CICUP](#), [Cimade](#), [Comité Gaza Jérusalem Méditerranée](#), [CVPR](#), [Enfants du Monde - Droits de l'Homme](#), [Enfants Réfugiés du Monde](#), [Fédération Artisans du Monde](#), [FSGT](#), [Génération Palestine](#), [GREF](#), [Le Mouvement de la Paix](#), [LIFPL](#), [Ligue des Droits de l'Homme](#), [Mouvement International de la Réconciliation](#), [MRAP](#), [Palestine 33](#), [Secours Catholique-Caritas France](#), [SIDI](#), [Terre des Hommes-France](#), [Union Juive Française pour la paix](#).
Observateurs : [ACAT](#), [Afran-Saurel](#), [Agir ensemble pour les droits de l'Homme](#), [Amnesty International](#), [Association Pour Jérusalem](#), [Collectif judéo-arabe et citoyen pour la paix](#), [Coordination SUD](#), [CRID](#), [Francas](#), [GAIC](#), [Handicap International](#), [Médecins du Monde](#), [Pax Christi](#), [Ritimo](#), [TVEAC](#).

² Une mission d'enquête menée par le Juge Richard Goldstone a été mandatée par les Nations unies pour « enquêter sur toutes les violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire » commises dans la bande Gaza dans l'hiver 2007/2008. Le rapport de cette mission menée par Richard Goldstone conclut que « ce qui a eu lieu fin 2008 et début 2009 correspond à une attaque délibérément disproportionnée destinée à punir, humilier et terroriser une population civile, diminuer radicalement ses capacités économiques (l'empêchant de travailler et de subvenir à ses besoins), et renforcer une situation de dépendance et de vulnérabilité ».